

73.01.06 Investissements pastoraux

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Investissements
Base réglementaire : article du PSN	Article 73
Intitulé dispositif régional NAQ	Investissements pastoraux
Indicateurs de résultats associés	R.9 Modernisation des exploitations : Nombre de bénéficiaires recevant une aide à l'investissement pour restructuration - modernisation R.16 Investissements liés au climat (on-farm) : Nombre d'exploitations agricoles bénéficiant d'une aide PAC contribuant à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci, ainsi qu'à la production d'énergies renouvelables ou de biomatériaux
Indicateurs de réalisation associés	O.20 Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements productifs dans les exploitations
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	Le maintien de la compétitivité des activités agricoles en zone de montagne a été identifié comme l'un des axes de la stratégie régionale agricole de Nouvelle-Aquitaine. La modernisation des équipements pastoraux en estives doit s'adapter aux contraintes naturelles et pédo-climatiques. Les surcoûts engendrés par la réalisation d'ouvrages aux normes en vigueur doivent être accompagnés pour loger dans de bonnes conditions les exploitants transhumants, de façon à pérenniser les activités pastorales, valorisant ainsi la ressource fourragère et maintenant les milieux pastoraux ouverts Les systèmes agricoles en zone de montagne et dans les espaces naturels à vocation pastorale doivent être soutenus pour valoriser et assurer le maintien de ces pratiques favorables à la préservation de l'environnement.
Date indicative de démarrage du dispositif	Août 2023
2. Eligibilité	
Bénéficiaires éligibles	<ul style="list-style-type: none"> • Les Collectivités gestionnaires d'estives et de pâturages collectifs (communes, syndicats de communes, commissions syndicales), • Les Associations Foncières Pastorales (AFP), • Les Groupements Pastoraux (GP), • Les autres Associations agricoles et les Associations Loi 1901 à vocation pastorale. • Les Syndicats mixtes à compétence pastorale.
Conditions d'éligibilité	<u>Cohérence avec les plans de développement</u> L'Instance de Concertation Montagne/Pastoralisme du PSR est consultée pour avis sur la cohérence des différents programmes (PSR, CPIER, Plan montagne, Plan de développement des communes <u>Avenir Pastoralisme, ...</u>) avec

	<p>l'ensemble des partenaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les communes du Massif des Pyrénées et du Massif Central: les projets en cohérence avec le Contrat de Plan Inter-régional Etat-Régions pour le Massif des Pyrénées et pour le Massif Central (CPIER) 2021-2027, - pour les communes de la zone à vocation pastorale de Dordogne définie par le préfet de département : les projets en cohérence avec les plans de développement du pastoralisme.
Coûts éligibles	<p>Les travaux d'améliorations pastorales de gestion collective éligibles sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Travaux liés à la création, à la modernisation et à l'équipement de cabanes pastorales (fixes ou mobiles), à la pose d'abris mobiles (*) (**) pour le logement du berger, les locaux et les équipements fixes ou mobiles pour la production laitière et fromagère. (*) en cercle 1 Ours ou en cercle 2 Ours suite au déclassement de cercle 1 Ours à cercle 2 Ours en N-1 dans le cadre du Plan Cabanes de l'Etat. (**) Les conditions de mise en œuvre seront précisées dans l'appel à projets. • Equipements de traitement des eaux blanches, des eaux usées ou équipements liés à la valorisation ou au traitement du lactosérum. • Travaux liés à l'amenée de l'eau tels que : captage, adduction, desserte des estives et zones de pâturages collectifs, points d'abreuvement, tonnes à eau, systèmes de régulation hydrauliques. • Installations fixes de télécommunication, équipements de raccordement en eau et électricité liés aux cabanes et équipements liés. • Parcs de pâturage avec clôtures fixes ou mobiles pour la reconquête de zones en déprise, basés sur un diagnostic pastoral • Travaux en régie (prestations internes et utilisation de matériels) et travaux d'auto-construction (matériaux) du bénéficiaire. • « Frais généraux » : les dépenses telles que les études d'opportunité écologique, économique et paysagères préalables ou la maîtrise d'œuvre • la TVA non récupérable, pour tous les organismes (droit public et droit privé) sur la base d'une attestation du Centre des Finances Publiques. <p>Ces équipements doivent être conformes et opérationnels à l'issue du projet d'investissements.</p>
Inéligibilités	<p>Ne sont pas éligibles les coûts de montage du dossier de demande de subvention FEADER et les frais de structure, les consommables, le matériel d'occasion, le remplacement à l'identique d'équipements, ainsi que la main d'œuvre liée aux travaux d'auto-construction.</p>

	La TVA est inéligible lorsqu'elle est totalement ou partiellement récupérée par la structure.
Eligibilité temporelle des dépenses	Dépenses éligibles à partir du dépôt de la demande d'aide, après parution de l'appel à projets.
Eligibilité géographique	<p>Les projets doivent être localisés dans les zones de pastoralisme traditionnel, c'est-à-dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ la zone « Massif Pyrénéen » (décret du 16 janvier 2004 modifié par décret du 8 septembre 2016), ainsi que la commune pastorale d'Urrugne reconnue par arrêté du Préfet du département. ○ la zone « Massif central » (décret du 16 janvier 2004 modifié par décret du 8 septembre 2016) correspondant aux 3 départements limousins (Haute Vienne, Corrèze, Creuse) ○ la zone à vocation pastorale de Dordogne définie par arrêté du Préfet du département. <p>Siège social ou administratif en Nouvelle-Aquitaine, avec exclusion des investissements réalisés sur les zones pastorales situées dans les autres régions françaises. Les autres régions financent les travaux réalisés sur leur territoire.</p>
Ligne de partage PSR/crédits régionaux et nationaux	Aucune autre aide régionale ou nationale ne soutient les actions décrites dans cette fiche, il n'y a pas de risque de double financement.
Ligne de partage FESI	Les GAL ne pourront pas mobiliser leur enveloppe LEADER pour des typologies d'actions éligibles au présent dispositif.
3. Modalités d'octroi de l'aide	
Principes de sélection	<p>Les dossiers seront sélectionnés sur la base des principes de sélection suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Projet confortant la transition agro-écologique, l'adaptation au changement climatique, le bien-être animal, les effets positifs du pastoralisme sur l'environnement et le paysage • Projet favorisant le renouvellement des générations • Projet favorisant la réduction de la pénibilité du travail • Projet en lien avec une diversification des revenus de l'exploitation, réorientation ou reconversion de production • Projet caractérisant et prenant en compte en amont les enjeux environnementaux

	<ul style="list-style-type: none"> Projet encourageant l'utilisation de la zone intermédiaire et des zones de pâturage en déprise
Fonctionnement du dispositif	Appel à projets
Bonifications éventuelles	Non
Montants et taux maximum d'aide publique	Taux d'aide publique : 70%
4. Nature et montant de l'aide	
Taux de cofinancement FEADER	60%
Type de soutien	Subvention
Top up	Non Oui
Co financeurs principaux/ponctuels	Région, Départements, Etat
5. calcul du montant de l'aide	
Plancher (en dépenses éligibles)	7 000€ HT. Ce plancher s'applique au dépôt de la demande d'aide.
Plafonds (en dépenses éligibles)	<p>Pour les cabanes pastorales, les plafonds maximum de dépenses éligibles HT sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les cabanes Logement desservies par une route : 110 000 € . - pour les cabanes Logement desservies par une piste : 115 000 € . - pour les cabanes Logement non desservies par une piste : 153 000 € <p>- pour les cabanes fromagères desservies par une route : 162 000 € *, dont la part logement est plafonnée à 110 000€</p> <p>- pour les cabanes fromagères desservies par une piste : 166 000 € *, dont la part logement est plafonnée à 115 000 €</p> <p>- pour les cabanes fromagères non desservies par une piste : 218 000 € *, dont la part logement est plafonnée à 153 000 €.</p> <p>- pour les cabanes fromagères non desservies par une piste, dossiers avec surcouts avérés et vérifiés : 241 000 € *, dont la part logement est plafonnée à 165 000 €. Un seul dossier maximum de cette nature pourra être accompagné par an.</p> <p>* partie cabane, fromagerie, saloir et équipements compris dans la cabane, valorisation du lactosérum, frais généraux proratisés par postes pour les investissements concernés par les plafonds Cabanes.</p> <p>La prise en compte de ces constructions/modernisations de cabanes sera limitée à 60m2 maximum pour le logement. Une sous enveloppe de 40 000€ sera appliquée sur l'appel à projets concerné pour les parcs de pâturage (fixes et mobiles). Le montant consacré à la modernisation de la voirie pastorale ne pourra dépasser 40% de l'enveloppe indicative de l'appel à projets concerné.</p>

	<p>Autres travaux et investissements : non plafonnés</p> <p>Les modalités d'application seront précisées dans les documents de mise en œuvre.</p>
Modalités de versement	2 versements maximum (modalités définies dans les documents de mise en œuvre)
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	<p>Dépenses de personnel pour les travaux réalisés en régie : application de barèmes standards de coût unitaire (coûts horaires) distinguant deux catégories de postes « cadre » et « hors cadre » dont les montants sont actualisés en fonction de l'évolution de l'indice de coût du travail INSEE et inscrits dans les documents de mise en œuvre.</p> <p>Les modalités d'application de cette OCS seront précisées dans les documents de mise en œuvre.</p>
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	<p>Un investissement dans une cabane fromagère, mais sans investissement fromager rentre dans le poste cabane non fromagère.</p> <p>Les frais généraux sont éligibles dans la limite de 12% maximum du montant du coût éligible du projet (à proratiser par postes si les investissements sont concernés par les plafonds Cabanes).</p>
Règlementation aides d'Etat	Soumis à l'Article 42 du TFUE
Maintien des dépenses	<p>Les investissements matériels et équipements accompagnés doivent être conservés pendant une durée minimale de 5 ans à compter de la date de la dernière signature de la décision juridique.</p> <p>En cas de non-respect de cette obligation, le bénéficiaire s'expose au remboursement de tout ou partie de l'aide accordée.</p> <p>Des précisions sur les conditions de mise en œuvre de cette règle sont apportées dans les documents de mise en œuvre.</p>